

Une solidarité exigeante

Jean Pierre Sueur
Secrétaire général d'Agir

Le mouvement AGIR est aux côtés du gouvernement Lionel JOSPIN. Il en est naturellement solidaire. Non seulement parce que plusieurs membres d'AGIR font partie de ce mouvement, à commencer par sa Présidente Martine Aubry, et parce qu'ils y exercent des responsabilités essentielles dans des domaines qui nous tiennent à cœur : emploi, justice, logement, protection sociale, politique de la ville, etc. Mais aussi parce que ce gouvernement représente bien la « gauche plurielle » que nous nous sommes efforcés de réunir depuis deux ans à AGIR, dans les départements comme au niveau national, et que nous savons combien ce gouvernement porte en lui l'espoir de tous ceux qui attendent enfin des réponses aux questions d'aujourd'hui, et d'abord à celles du chômage et de l'exclusion, qui sont d'ailleurs liées.

Apporter des réponses concrètes

Nombre de nos concitoyens sont encore sceptiques sur la capacité de la gauche à apporter des réponses concrètes à ces deux questions ; ils ne se font pas d'illusions excessives ; ils ne demandent qu'à être convaincus qu'une politique alternative existe ; ils jugeront aux actes. Ils

sont cependant séduits par le style que Lionel JOSPIN a donné à l'action du gouvernement au cours des dernières semaines : les méthodes ont changé ; on perçoit une volonté de modifier les conditions d'exercice de la responsabilité politique ; il y a plus de rigueur, de simplicité, de clarté dans ce qui est dit et dans ce qui est fait.

Mobiliser la société

Les difficultés sont, bien sûr, devant nous. Elles tiennent à la nécessité de mettre en œuvre le plan pour l'emploi ainsi que les mesures de justice et de relance annoncées et attendues tout en gardant le cap européen. Elles tiennent aussi à la question européenne elle-même : comment faire en sorte que, dans le processus en cours, l'Europe sociale et l'Europe de l'emploi qui sont une perspective prennent la place qui est la leur ?

A ces questions et beaucoup d'autres, les réponses ne seront pas purement théoriques. La politique, au niveau national comme au niveau européen, est toujours rapport de forces.

Ces réponses ne viendront pas exclusivement du « haut ». Depuis 1981 – il y a seize ans déjà ! – nous avons eu largement l'occasion de méditer sur les rapports entre un gouverne-

ment de gauche et le « peuple de gauche », tel qu'il existe, sur le terrain, à travers la diversité de ses engagements dans les partis, les syndicats, les associations.

Nous savons combien le rapport entre un gouvernement de gauche et le « mouvement social » est essentiel. Nous savons qu'il faut absolument éviter que le « peuple de gauche » ne se mette en roue libre et « s'en remette » purement et simplement aux gouvernants qui le présentent.

Agir, force des propositions

Nous savons aussi le risque qu'il y aurait à dissocier trop radicalement une conception « gestionnaire » des choses (celle du gouvernement) et une conception « revendicatrice » (celle du mouvement social) : même si les fonctions des uns et des autres ne sont pas les mêmes, et s'il est évidemment indispensable qu'il en soit ainsi, la question commune est d'inscrire dans le réel les changements attendus.

Chacun voit que l'enjeu essentiel est celui de la bonne articulation entre l'action gouvernementale et l'action de terrain. Cette articulation ne peut être décrétée, imposée, fixée d'avance. Elle se construit jour

après jour. Et c'est là que le rôle d'un mouvement comme AGIR est très précieux.

Que la gauche soit au pouvoir ne doit, en aucun cas, nous inciter à mettre en « roue libre » nos capacités de débat, d'élaboration collective et de proposition, dans les différents domaines que nous avons choisis d'explorer. Tout au contraire.

Aller sur le terrain

Il y a tant à faire pour créer des emplois utiles, réduire la durée du travail et faire en sorte que cette réduction soit effectivement un levier pour l'emploi, pour redonner espoir à des quartiers abandonnés, lutter concrètement contre l'exclusion, que nous ne pouvons attendre passivement d'un gouvernement, même si c'est le nôtre, qu'il règle tout cela. Nous devons le nourrir de nos propositions et de nos débats, l'interpeller au besoin.

Nous devons, en tout cas, être « partie prenante » de l'action engagée. La réussite du gouvernement ira de pair avec le renouveau de la gauche sur le terrain. Et inversement. C'est ainsi que nous avons « partie liée ». C'est le sens, exigeant, de notre solidarité. C'est aussi ce qui justifie profondément, aujourd'hui, l'existence d'AGIR. ■